

Overwegende dat dringend moet worden geantwoord op de aanmaningen van het met redenen omkleed advies dat door de Europese Commissie op datum van 23 oktober 2001 werd uitgebracht over de procedure wegens inbreuk op het gemeenschapsrecht 1999/4020 ingesteld tegen het Koninkrijk België; dat op 28 februari 2003 aan de Franse Gemeenschap kennis werd gegeven van de indiening, op datum van 14 februari 2003, van een verzoekschrift wegens inbreuk op het gemeenschapsrecht door de Commissie van de Europese Gemeenschappen tegen het Koninkrijk België overeenkomstig artikel 226, tweede lid, van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap; dat de niet-aanneming van dit ontwerp van besluit op korte termijn tot zeer zware dwangsommen voor de Franse Gemeenschap kan leiden; dat een geschikte openbaarheid moet worden verleend aan de bepalingen van dit ontwerp van besluit met het oog op de toepassing ervan op het onderzoek van de aanvragen om gelijkwaardigheid die voor het academiejaar 2003-2004 werden ingediend;

Gelet op het advies van de Raad van State 35.142/2, gegeven op 26 maart 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 2 en 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 waarbij de gelijkwaardigheid tussen sommige buitenlandse bekwaamheidsbewijzen uitgereikt op het einde van de secundaire studies en het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt bepaald, worden opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2003.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1919

[C — 2003/27332]

3 AVRIL 2003 — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales des activités de modélisme à moteur thermique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.304/4 donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux activités de modélisme comportant des modèles réduits à moteur thermique visées par la rubrique 92.61.13 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

§ 2. Les activités de modélisme mettant en œuvre des véhicules restant au sol ou des bateaux sont soumises uniquement à l'article 3 des présentes conditions.

§ 3. Les activités d'aéromodélisme mettant en œuvre des modèles d'avions en vol télécommandé ou circulaire, ainsi que des hélicoptères, sont soumises à l'ensemble des présentes conditions.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation*

Art. 3. Les terrains sur lesquels ou au départ desquels s'effectuent les évolutions des modèles sont implantés de telle sorte que leur centre se trouve à 200 mètres au moins de toute habitation, à l'exception de celles dont les occupants et le propriétaire ont donné leur accord écrit sur la pratique de l'activité à l'endroit choisi.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Fonctionnement et horaires des activités

Art. 4. § 1^{er}. Les activités sont autorisées tous les jours, moyennant les restrictions ci-dessous.

Les évolutions des modèles sont interdites avant 7 h 00 et après 22 h 00.

Art. 5. La période de jour s'étend de 7 h 00 à 19 h 00. La période de transition s'étend de 19 h 00 à 22 h 00. Les dimanches et jours fériés sont assimilés à la période de transition.

Section 2. — Evolution des aéromodèles

Art. 6. Les aéromodèles ne peuvent évoluer à moins de 200 m de toute habitation sauf autorisation écrite et expresse des occupants et du propriétaire.

Art. 7. Le nombre d'aéromodèles en vol simultanément, à partir d'un terrain donné, est de cinq au maximum.

Section 3. — Information

Art. 8. A l'entrée du site est apposé un panneau portant, de façon permanente et clairement visible de la voie publique, les mentions suivantes :

- 1° la nature des activités organisées sur le site;
- 2° les nom et adresse de l'exploitant responsable;
- 3° les jours et heures des activités;
- 4° un mois à l'avance, les dates des manifestations de week-end visées à l'article 18.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents*

Art. 9. L'exploitant établit un règlement d'ordre intérieur visant à assurer la sécurité des spectateurs et le respect des règles de bon voisinage notamment le nombre de vols simultanés et les niveaux sonores des aéromodèles. Ce règlement est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Art. 10. Le règlement d'ordre intérieur prévoit notamment que les aéromodèles ne peuvent survoler des personnes. L'exploitant veille au respect de cette interdiction.

Art. 11. L'exploitant prend toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité des spectateurs pendant l'exercice des activités. Notamment, il délimite au moyen de barrières ou clôtures appropriées les zones interdites aux spectateurs. Des panneaux portant l'inscription " zone interdite aux spectateurs ", en nombre suffisant, sont judicieusement placés dans ces zones.

L'exploitant dispose des moyens pour assurer les premiers soins.

Art. 12. Lors de toute activité, un téléphone fixe ou portable est disponible sur le site afin de pouvoir joindre rapidement les services de secours.

Art. 13. Le règlement d'ordre intérieur impose que le propriétaire d'un aéromodèle soit couvert par un contrat d'assurance en responsabilité civile à concurrence d'un minimum de € 2.000.000 par sinistre pour les dégâts corporels et d'un minimum de € 200.000 par sinistre pour les dégâts matériels. Ces montants sont définis à l'indice des prix de détail à la consommation au mois de janvier 2002. Le montant minimum est réajusté chaque année, proportionnellement à l'évolution de l'indice précité. Cette police peut être remplacée, pour les mêmes montants, par un contrat d'assurance en responsabilité civile contracté collectivement par une association, pour ses membres. L'exploitant s'assure du respect de cette obligation pour tous les utilisateurs.

CHAPITRE V. — *Bruit*

Section 1^{re}. — Caractérisation acoustique des aéromodèles

Art. 14. § 1^{er}. Tout aéromodèle susceptible d'évoluer sur un terrain est soumis, par un responsable du club, à une mesure du niveau de bruit émis dans les conditions suivantes :

- 1° absence de précipitations;
- 2° vitesse du vent inférieure à 5 m/sec;
- 3° sol plat recouvert de gazon tondu;
- 4° instrument de mesure de classe 2 (CEI 651 et CEI 804);

5° l'aéromodèle est disposé sur une structure à 1 m (\pm 10 cm) au-dessus du sol;

6° le microphone, dirigé vers l'aéromodèle, est disposé à une hauteur comprise entre 1 m et 1.20 m, à 7 m de l'aéromodèle, dans une direction perpendiculaire à la direction d'échappement des gaz;

7° la mesure utilise la pondération A;

8° lors de la mesure, le moteur de l'aéromodèle tourne à son régime maximum;

9° la mesure s'effectue pendant au moins 15 secondes;

10° l'opérateur relève le niveau instantané s'il est stable ou le niveau $L_{A,eq,15s}$;

11° aucun écran ou obstacle ne peut se trouver entre le moteur et le microphone.

§ 2. Cette mesure est effectuée au moyen d'un sonomètre de classe 2 soumis annuellement à calibrage sous la responsabilité de l'Association d'Aéromodélisme, d'un organisme agréé en matière de bruit ou du vendeur du matériel. Les résultats sont consignés dans un registre et sur la fiche d'immatriculation du modèle.

Art. 15. A chaque aéromodèle est attribuée une fiche d'immatriculation permettant l'identification précise du modèle et reprenant ses caractéristiques d'émissions sonores. Cette fiche accompagne le modèle à chaque sortie et est présentée lors de tout contrôle. Toute modification apportée au modèle entraîne l'obligation d'une nouvelle mesure.

Section 2. — Conditions d'exploitation en matière de bruit

Art. 16. § 1^{er}. Par dérogation aux conditions générales, les activités de modélisme à moteur thermique sont soumises, en matière de bruit, aux conditions suivantes :

§ 2. En fonction de la période, de la distance du centre du terrain à l'habitation la plus proche et du nombre d'aéromodèles en vol simultanément, les vols sont organisés par les responsables des clubs, de telle sorte que le niveau de bruit à l'émission caractéristique de tout aéromodèle en vol ne dépasse pas les valeurs indiquées au tableau ci-annexé.

§ 3. Ne sont pas prises en considération les habitations dont les occupants et le propriétaire ont donné leur accord écrit sur une pratique sans restrictions sonores de l'activité à l'endroit choisi.

Art. 17. Lorsque les activités sur un terrain sont strictement limitées au vol circulaire avec des commandes inférieures ou égales à 21, 5 mètres, il peut être dérogé aux normes d'émission des avions ci-dessus, uniquement pour les vols de course ou de vitesse, lors des entraînements ou compétitions. Les limitations suivantes sont alors imposées :

1° respect de la norme internationale FAI relative à ce type d'aéromodèle;

2° un seul modèle peut voler à la fois;

3° les vols de course ou de vitesse sont répartis sur une période maximale de deux heures par jour;

4° le responsable du club consigne les jours et heures où cette activité est pratiquée.

Section 3. — Manifestations exceptionnelles

Art. 18. Durant deux week-ends par an, les limitations de niveaux sonores ci-dessus sont supprimées. Au moins un mois à l'avance, l'exploitant prévient le Bourgmestre et le fonctionnaire chargé de la surveillance des dates de ces manifestations. Dans le même délai, ces dates sont indiquées sur le panneau se trouvant à l'entrée du site.

CHAPITRE VI. — Contrôle et auto-surveillance

Art. 19. Tous rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organismes de contrôle, de visiteurs ou d'experts et ayant trait à la sécurité ou au respect de l'environnement sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VII. — Documents à joindre à la déclaration

Art. 20. L'exploitant joint à sa déclaration les accords écrits visés aux articles 3, 6 et 16, § 3.

CHAPITRE VIII. — Disposition transitoire et finale

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe

Niveau limite de bruit d'un aéromodèle à l'émission (mesure à 7 m)

PERIODE DE JOUR					
Distance D à l'habitat, en mètres	Niveau maximum à 7 mètres en dBA				
	1 aéromodèle en vol	2 aéromodèles en vol	3 aéromodèles en vol	4 aéromodèles en vol	5 aéromodèles en vol
200 < D ≤ 300	74	71	*	*	*
300 < D ≤ 400	78	75	73	72	71
400 < D ≤ 500	81	78	76	75	74
500 < D ≤ 600	83	80	78	77	76
600 < D ≤ 800	85	82	80	79	78
800 < D ≤ 1000	86	85	83	82	81
1000 < D	86	86	84	83	82

PERIODE DE TRANSITION					
Distance D à l'habitat, en mètres	Niveau maximum à 7 mètres en dBA				
	1 aéromodèle en vol	2 aéromodèles en vol	3 aéromodèles en vol	4 aéromodèles en vol	5 aéromodèles en vol
200 < D ≤ 300	*	*	*	*	*
300 < D ≤ 400	73	70	*	*	*
400 < D ≤ 500	76	73	71	70	*
500 < D ≤ 600	78	75	73	72	71
600 < D ≤ 800	80	77	75	74	73
800 < D ≤ 1000	83	80	78	77	76
1000 < D	85	82	80	79	78

* pratique interdite

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2003 déterminant les conditions intégrales des activités de modélisme à moteur thermique.

Namur, le 3 avril 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 1919

[C - 2003/27332]

**3. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der gesamten Bedingungen
für Tätigkeiten mit Modellfahr- und flugzeugen mit Verbrennungsmotor**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 4. Februar 2003 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 34.304/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - § 1. Die vorliegenden gesamten Bedingungen finden Anwendung auf die Tätigkeiten mit Modellfahr- und flugzeugen mit Verbrennungsmotor, die in der Rubrik 92.61.13 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind.

§ 2. Die Tätigkeiten mit Modellen, die auf dem Boden bleibende Fahrzeuge oder Schiffe betreffen, unterliegen nur dem Artikel 3 der vorliegenden Bedingungen.

§ 3. Die Tätigkeiten mit Flugzeugmodellen mit Fernsteuerung oder im Kreisflug sowie mit Hubschraubern unterliegen den gesamten vorliegenden Bedingungen.

Art. 2 - Für die Anwendung der vorliegenden Vorschriften gilt als bestehender Betrieb: jeglicher Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsmäßig genehmigt worden ist oder dessen Betreibung durch eine Genehmigung infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags gedeckt ist, sowie jeder Betrieb, für den ein Antrag auf Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist.

KAPITEL II — Standort

Art. 3 - Die Gelände, auf oder ab denen die Fahrten und Flüge der Modelle stattfinden, werden so angesiedelt, dass ihr Zentrum sich in einer Entfernung von mindestens 200 Metern von Wohnhäusern befindet, mit Ausnahme der Wohnhäuser, deren Bewohner und Eigentümer ihre schriftliche Zustimmung zur Ausübung der Tätigkeit an der gewählten Stelle erteilt haben.

KAPITEL III — Betrieb

Abschnitt 1 — Betrieb und Stundenpläne der Tätigkeiten

Art. 4 - § 1. Die Tätigkeiten werden alle Tage vorbehaltlich der nachstehenden Einschränkungen erlaubt.

Die Modelle dürfen weder vor 7.00 Uhr noch nach 22.00 Uhr fahren bzw. fliegen.

Art. 5 - Die Tagesperiode erstreckt sich von 7.00 Uhr bis 19.00 Uhr. Die Übergangsperiode erstreckt sich von 19.00 Uhr bis 22.00 Uhr. Sonn- und Feiertage werden der Übergangsperiode gleichgestellt.

Abschnitt 2 — Flugmodelle

Art. 6 - Flugmodelle dürfen nur in einer Entfernung von mindestens 200 Metern von Wohnhäusern fliegen, es sei denn, die Bewohner und der Eigentümer haben ihre schriftliche und ausdrückliche Genehmigung erteilt.

Art. 7 - Die Anzahl Flugmodelle, die gleichzeitig ab einem bestimmten Grundstück fliegen, beträgt höchstens 5.

Abschnitt 3 — Information

Art. 8 - Am Eingang des Geländes wird ein Schild angebracht, das ständig und von der öffentlichen Straße aus gut sichtbar das Folgende angibt:

- 1° die Art der auf dem Gelände organisierten Tätigkeiten;
- 2° den Namen und die Anschrift des verantwortlichen Betreibers;
- 3° die Tage und die Uhrzeiten der Tätigkeiten;
- 4° einen Monat vorher die Daten der in Artikel 18 erwähnten Wochenendveranstaltungen.

KAPITEL IV — Unfallverhütung

Art. 9 - Der Betreiber stellt eine allgemeine Dienstordnung auf, die zum Zweck hat, die Sicherheit der Zuschauer und die Rücksicht auf die Nachbarschaft zu gewährleisten. Sie gibt insbesondere die Anzahl der gleichzeitigen Flüge an. Diese Dienstordnung wird zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt.

Art. 10 - In der allgemeinen Dienstordnung wird insbesondere vorgesehen, dass die Flugmodelle nicht über Personen fliegen dürfen. Der Betreiber sorgt für die Beachtung dieses Verbots.

Art. 11 - Der Betreiber trifft die gesamten notwendigen Maßnahmen, um die Sicherheit der Zuschauer im Laufe der Ausübung der Tätigkeiten zu gewährleisten. Insbesondere grenzt er die für die Zuschauer verbotenen Gebiete mit Hilfe von geeigneten Schranken oder Zäunen ab. Schilder mit dem Vermerk "Für Zuschauer verbotene Gebiete" werden in diesen Gebieten in genügender Anzahl und an geeigneten Stellen angebracht.

Der Betreiber verfügt über Mittel für die Erste-Hilfe-Leistung.

Art. 12 - Ein Telefon oder ein Handy ist während jeder Tätigkeit auf dem Gelände verfügbar, um die Notdienste schnell erreichen zu können.

Art. 13 - In der allgemeinen Dienstordnung wird verlangt, dass der Eigentümer eines Flugmodells durch eine Haftpflichtversicherung bis zu einem Mindestbetrag von 2.000.000 Euro pro Schadensfall für die Personenschäden und bis zu einem Mindestbetrag von 200.000 Euro pro Schadensfall für die Sachschäden gedeckt wird. Diese Beträge werden unter Anwendung des Indexes der Verbraucherpreise des Monats Januar 2002 festgelegt. Der Mindestbetrag wird jedes Jahr proportional zu der Entwicklung des vorerwähnten Indexes angepasst. Diese Versicherungspolice kann für dieselben Beträge durch einen Haftpflichtversicherungsvertrag ersetzt werden, der durch eine Vereinigung gemeinschaftlich für ihre Mitglieder abgeschlossen wird. Der Betreiber vergewissert sich, dass diese Verpflichtung durch die gesamten Benutzer eingehalten wird.

KAPITEL V — Lärm

Abschnitt 1 — Akustische Charakterisierung der Flugmodelle

Art. 14 - § 1. Für jedes Flugmodell, das auf einem Gelände geflogen werden könnte, führt eine verantwortliche Person des Clubs eine Messung des Geräuschpegels durch, der unter den folgenden Bedingungen entsteht:

- 1° keine Niederschläge;
- 2° Windgeschwindigkeit unter 5 m/sec;
- 3° flacher, mit gemähtem Rasen bedeckter Boden;
- 4° Messgerät der Klasse 2 (CEI 651 und CEI 804);
- 5° das Flugmodell wird 1 m (\pm 10 cm) über dem Boden auf eine Struktur gestellt;
- 6° das auf das Flugmodell hin gerichtete Mikrofon wird in einer Höhe zwischen 1 m und 1,20 m, in einer Entfernung von 7 m des Flugmodells und in einer zu der Richtung des Gasablasses senkrechten Richtung aufgestellt;
- 7° bei der Messung wird die A-Gewichtung benutzt;
- 8° bei der Messung läuft der Motor mit seiner höchsten Drehzahl;
- 9° die Messung wird während mindestens 15 Sekunden vorgenommen;
- 10° der Operator liest den Momentanpegel, wenn dieser stabil ist, oder den Pegel $L_{A,eq,15s}$ ab;
- 11° zwischen dem Motor und dem Mikrofon darf keine Schutzwand oder kein Hindernis vorhanden sein.

§ 2. Diese Messung wird mit Hilfe eines Lärmmessgeräts der Klasse 2 durchgeführt, das jährlich unter der Verantwortung des Modellbauverbands "Association d'Aéromodélisme", einer in Sachen Lärm zugelassenen Einrichtung oder des Verkäufers des Materials kalibriert wird. Die Ergebnisse werden in ein Register und auf den Registrierungsbogen des Modells eingetragen.

Art. 15 - Für jedes Flugmodell wird ein Registrierungsbogen ausgestellt, der die genaue Identifizierung des Modells ermöglicht und die Merkmale über seine Schallemissionen angibt. Dieser Bogen begleitet das Modell bei jeder Vorführung und wird bei jeder Kontrolle vorgelegt. Jede dem Modell angebrachte Abänderung führt zu der Verpflichtung, eine neue Messung vorzunehmen.

Abschnitt 2 — Betriebsbedingungen in Sachen Lärm

Art. 16 - § 1. In Abweichung von den allgemeinen Bedingungen unterliegen die Tätigkeiten mit Modellflugzeugen mit Verbrennungsmotor in Sachen Lärm den folgenden Bedingungen:

§ 2. Je nach der Periode, dem Abstand zwischen dem Zentrum des Geländes und dem nächsten Wohnhaus sowie der Anzahl von gleichzeitig fliegenden Flugmodellen werden die Flüge durch die verantwortlichen Personen des Clubs so organisiert, dass der für jedes fliegende Flugmodell charakteristische Geräuschpegel bei der Emission die in der beigefügten Tabelle angegebenen Werte nicht überschreitet.

§ 3. Die Wohnhäuser, deren Bewohner und Eigentümer ihre schriftliche Zustimmung zur Ausübung der Tätigkeit am ausgewählten Ort ohne Lärmbeschränkungen gegeben haben, werden nicht berücksichtigt.

Art. 17 - Wenn die Tätigkeiten auf einem Gelände auf Kreisflüge mit Steuerlinien von höchstens 21,5 Metern streng beschränkt sind, kann nur für die Wettbewerbs- oder Geschwindigkeitsflüge bei Trainings oder Wettbewerben von den vorerwähnten Emissionsnormen der Flugmodelle abgewichen werden. Die folgenden Beschränkungen werden dann auferlegt:

- 1° Beachtung der internationalen Norm FAI betreffend dieser Kategorie von Flugmodellen;
- 2° ein einziges Modell darf auf einmal fliegen;
- 3° die Wettbewerbs- oder Geschwindigkeitsflüge werden auf eine höchste Zeitspanne von zwei Stunden pro Tag verteilt;
- 4° die verantwortliche Person des Clubs legt die Tage und Uhrzeiten für die Ausübung dieser Tätigkeit schriftlich nieder.

Abschnitt 3 — Außergewöhnliche Veranstaltungen

Art. 18 - An zwei Wochenenden im Jahre werden die vorerwähnten Lärmpegelbegrenzungen aufgehoben. Mindestens einen Monat im Voraus benachrichtigt der Betreiber den Bürgermeister und den mit der Überwachung beauftragten Beamten über die Daten dieser Veranstaltungen. Innerhalb derselben Frist werden diese Daten auf dem Schild, das sich am Eingang des Geländes befindet, angegeben.

KAPITEL VI — Kontrolle und Selbstüberwachung

Art. 19 - Die gesamten Berichte, Bescheinigungen und Protokolle von Kontrolleinrichtungen, Besuchern oder Sachverständigern, die die Sicherheit und die Schonung der Umwelt betreffen, werden zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten gestellt.

KAPITEL VII — Der Erklärung beizulegende Unterlagen

Art. 20 - Der Betreiber legt seiner Erklärung die in den Artikeln 3, 6 und 16, § 3 erwähnten Zustimmungen bei.

KAPITEL VIII — Übergangs- und Schlussbestimmung

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 22 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage

Höchstzulässiger Geräuschpegel eines Flugmodells bei der Emission (im Abstand von 7 m gemessen)

TAGESPERIODE					
Abstand D vom Wohnbereich, in Metern	Höchster Pegel in dBA im Abstand von 7 Metern gemessen				
	1 fliegendes Flugmodell	2 fliegende Flugmodelle	3 fliegende Flugmodelle	4 fliegende Flugmodelle	5 fliegende Flugmodelle
200 < D ≤ 300	74	71	*	*	*
300 < D ≤ 400	78	75	73	72	71
400 < D ≤ 500	81	78	76	75	74
500 < D ≤ 600	83	80	78	77	76
600 < D ≤ 800	85	82	80	79	78
800 < D ≤ 1000	86	85	83	82	81
1000 < D	86	86	84	83	82

ÜBERGANGSPERIODE					
Abstand D vom Wohnbereich, in Metern	Höchster Pegel in dBA im Abstand von 7 Metern gemessen				
	1 fliegendes Flugmodell	2 fliegende Flugmodelle	3 fliegende Flugmodelle	4 fliegende Flugmodelle	5 fliegende Flugmodelle
200 < D ≤ 300	*	*	*	*	*
300 < D ≤ 400	73	70	*	*	*
400 < D ≤ 500	76	73	71	70	*
500 < D ≤ 600	78	75	73	72	71
600 < D ≤ 800	80	77	75	74	73
800 < D ≤ 1000	83	80	78	77	76
1000 < D	85	82	80	79	78

* verbotene Praktik

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für Tätigkeiten mit Modellfahr- und flugzeugen mit Verbrennungsmotor beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1919

[C — 2003/27332]

**3 APRIL 2003. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de integrale voorwaarden voor modelbouwactiviteiten met gebruik van thermische motoren**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7 en 8;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 34.304/4, gegeven op 4 februari 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de modelbouwactiviteiten waarbij gebruik wordt gemaakt van thermische motoren zoals bedoeld in rubriek 92.61.13 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

§ 2. Modelbouwactiviteiten waarbij gebruik wordt gemaakt van grondvoertuigen en boten zijn enkel onderworpen aan artikel 3 van deze voorwaarden.

§ 3. Activiteiten met modelvliegtuigen die tegeleged of in een cirkel vliegen en helikopters zijn onderworpen aan alle onderstaande voorwaarden.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder bestaande vestiging : elke vestiging die behoorlijk is vergund vóór inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de uitbating gedekt is door een vergunning die is afgeleverd ten gevolge van een aanvraag ingediend vóór inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en elke vestiging waarvoor een aanvraag tot milieuvergunning is ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — Vestiging

Art. 3. De terreinen waarop of van waarop de modellen in beweging worden gebracht, bevinden zich op een plaats waarvan het middelpunt minstens 200 meter verwijderd is van elke woning, de woningen uitgezonderd waarvan de bewoners en de eigenaar schriftelijk ingestemd hebben met de beoefening van de activiteit op bewuste plaats.

HOOFDSTUK III. — Uitbating**Afdeling 1. — Werking en uurregeling**

Art. 4. § 1. De activiteiten zijn elke dag toegelaten, met beperkingen zoals onderstaand.

De modellen mogen niet in beweging worden gebracht vóór 7 uur en na 22 uur.

Art. 5. De dagperiode loopt van 7 uur tot 19 uur. De overgangperiode loopt van 19 uur tot 22 uur. Zon- en feestdagen worden gelijkgesteld met de overgangperiode.

Afdeling 2. — Modelvliegtuigenbewegingen

Art. 6. Behalve schriftelijke en uitdrukkelijke toelating van de bewoners en van de eigenaar, mogen de modelvliegtuigen niet op minder dan 200 m van woningen in beweging worden gebracht.

Art. 7. Het aantal modelvliegtuigen dat tegelijkertijd in de lucht mag hangen na opstijging vanop eenzelfde terrein bedraagt hoogstens vijf.

Afdeling 3. — Informatieverlening

Art. 8. Aan de toegang tot het terrein wordt een bord aangebracht dat permanent en duidelijk zichtbaar vanaf de openbare weg volgende gegevens vermeldt :

1° de aard van de op het terrein georganiseerde activiteiten;

2° naam en adres van de verantwoordelijke uitbater;

3° dagen en uren van de activiteiten;

4° één maand op voorhand, de data van de in het weekeinde georganiseerde evenementen zoals bedoeld in artikel 18.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallenpreventie*

Art. 9. De uitbater stelt een huishoudelijk reglement vast om de veiligheid van de toeschouwers en de naleving van de regels van goed nabuurschap, meer bepaald het aantal gelijktijdige vluchten en het geluidsniveau van de modelvliegtuigen, te garanderen. Dat reglement wordt ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking gesteld.

Art. 10. Het huishoudelijk reglement voorziet meer bepaald in het verbod om modelvliegtuigen boven personen te laten vliegen. De uitbater waakt over de naleving van dat verbod.

Art. 11. De uitbater treft alle nodige maatregelen om de veiligheid van de toeschouwers te garanderen bij de beoefening van de activiteiten. De zones die voor de toeschouwers verboden zijn, worden meer bepaald afgebakend door middel van daartoe geschikte omheiningen of hekken. Een voldoende aantal borden met het opschrift « voor de toeschouwers verboden zone » wordt in die zones op zorgvuldig uitgekozen plaatsen aangebracht.

De uitbater beschikt over de middelen om de eerste hulp te verlenen.

Art. 12. Tijdens elke activiteit is er een vaste of draagbare telefoon op het terrein beschikbaar, zodat de spoeddiensten snel gecontacteerd kunnen worden.

Art. 13. Het huishoudelijk reglement voorziet in de aan de eigenaar van een modelvliegtuig opgelegde verplichting om gedekt te worden door een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering met een minimumbedrag van € 2.000.000 per schadegeval voor lichamelijk letsel en met een minimumbedrag van € 200.000 per schadegeval voor materiële schade. Die bedragen worden bepaald aan de hand van het indexcijfer van de consumptieprijs van de maand januari 2002. Het minimumbedrag wordt jaarlijks aangepast, overeenkomstig de evolutie van genoemd indexcijfer. De polis kan voor dezelfde bedragen worden vervangen door een verzekeringscontract burgerlijke aansprakelijkheid die door een vereniging collectief ten behoeve van de leden aangegaan wordt. De uitbater waakt over de naleving van die verplichting voor alle gebruikers.

HOOFDSTUK V. — *Geluid**Afdeling 1. — Akoestische karakterisering van de modelvliegtuigen*

Art. 14. § 1. Elk modelvliegtuig dat boven een terrein in beweging gebracht zou kunnen worden, wordt door een clubverantwoordelijke onderworpen aan een geluidsniveaumeting onder volgende voorwaarden :

- 1° afwezigheid van neerslag;
- 2° windsnelheid lager dan 5 m/sec ;
- 3° effen terrein gedekt met kort gemaaid gras;
- 4° meetinstrument klasse 2 (CEI 651 en CEI 804);
- 5° het modelvliegtuig wordt op een structuur op één meter (+ 10 cm) boven de grond geplaatst;
- 6° de microfoon, die naar het modelvliegtuig toe is geplaatst, staat opgesteld op een hoogte tussen één meter en 1 m 20, op 7 meter van het modelvliegtuig, in een richting die loodrecht staat tegenover de richting van de uitlaatgassen;
- 7° bij de meting wordt de A-weging gebruikt :
- 8° bij de meting draait de motor van het modelvliegtuig op volle kracht;
- 9° de meting gebeurt over een tijdsperiode van 15 seconden;
- 10° indien stabiel wordt het directe geluidsniveau of het niveau $L_{A, eq, 15s}$ gemeten;
- 11° geen enkel scherm, geen enkele hindernis mag zich tussen motor en microfoon bevinden.

§ 2. De meting gebeurt door middel van een geluidsmeter van klasse 2 die jaarlijks onderworpen wordt aan een kalibrering onder de verantwoordelijkheid van de Vereniging voor Modelvliegtuigbouw, van een inzake geluidsmetingen erkende vereniging of van een verkoper van het materieel. De resultaten worden opgetekend in een register en op de inschrijvingsfiche van het model.

Art. 15. Elk modelvliegtuig krijgt een inschrijvingsfiche toegewezen waardoor de nauwkeurige identificatie van het model mogelijk wordt gemaakt en waarbij de kenmerken van de geluidsemisatie worden vermeld. Elke wijziging in het model houdt de verplichting tot een nieuwe meting in.

Afdeling 2. — Voorwaarden tot de uitbating inzake geluidshinder

Art. 16. § 1. In afwijking van de algemene voorwaarden worden de modelbouwactiviteiten met gebruik van thermische motoren inzake geluidshinder aan de volgende voorwaarden onderworpen :

§ 2. Al naar gelang de periode, de afstand tot het middelpunt van het terrein ten opzichte van de dichtstbijzijnde woning en het aantal tegelijkertijd in beweging gebrachte modelvliegtuigen worden de vluchten door de clubverantwoordelijken op die wijze georganiseerd dat het karakteristieke geluidsniveau van elk in de lucht hangend modelvliegtuig de in bijgevoegde tabel aangegeven waarden niet overschrijft.

§ 3. De woningen waarvan de bewoners en de eigenaar schriftelijk ingestemd hebben met de beoefening van de activiteiten op de gekozen plaats zonder geluidsbeperkingen, worden niet in overweging genomen.

Art. 17. Indien de activiteiten op een terrein strikt beperkt blijven tot het in een cirkel rondvliegen met een tegeleiding van minder dan of gelijk aan 21,5 meter kan van de emissienormen voor boven bedoelde vliegtuigen afgeweken worden, enkel voor de race- of snelheidsvluchten bij trainingen of wedstrijden. Volgende beperkingen worden dan opgelegd :

- 1° naleving van de internationale FAI-norm met betrekking tot dat type modelvliegtuig;
- 2° er kan slechts één enkel model afzonderlijk in beweging worden gebracht;
- 3° race- of snelheidsvluchten worden verdeeld over een maximumperiode van twee uur per dag;
- 4° de clubverantwoordelijke tekent de dagen en uren op waarop die activiteit beoefend wordt.

Afdeling 3. — Uitzonderlijke evenementen

Art. 18. Tijdens twee weekends per jaar worden de geluidsniveaubeperkingen zoals bovenbedoeld geschrapt. Ten minste één maand op voorhand licht de uitbater de burgemeester en de ambtenaar belast met de bewaking, in over de data waarop die evenementen plaatsvinden. Binnen diezelfde termijn worden bedoelde data vermeld op het bord dat zich bij de toegang tot het terrein bevindt.

HOOFDSTUK VI. — Controle en zelfbewaking

Art. 19. Alle verslagen, attesten en processen-verbaal die afkomstig zijn van controle-instellingen, bezoekers of deskundigen en die betrekking hebben op de veiligheid of het respect voor het leefmilieu worden ter beschikking van de ambtenaar belast met de bewaking gesteld.

HOOFDSTUK VII. — Stukken die bij de aangifte gevoegd dienen te worden

Art. 20. De uitbater voegt bij zijn aangifte de schriftelijke toestemmingen bedoeld in de artikelen 3, 6 en 16, § 3.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepaling

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage

Maximaal geluidsniveau van een modelvliegtuig bij geluidsemissie (gemeten op 7 meter afstand)

DAGPERIODE					
Afstand (D) tot woningen, in meter	Maximaal geluidsniveau gemeten op 7 meter in dBA				
	1 modelvliegtuig vliegend	2 modelvliegtuigen vliegend	3 modelvliegtuigen vliegend	4 modelvliegtuigen vliegend	5 modelvliegtuigen en vliegend
200 < D ≤ 300	74	71	*	*	*
300 < D ≤ 400	78	75	73	72	71
400 < D ≤ 500	81	78	76	75	74
500 < D ≤ 600	83	80	78	77	76
600 < D ≤ 800	85	82	80	79	78
800 < D ≤ 1000	86	85	83	82	81
1000 < D	86	86	84	83	82

OVERGANGSPERIODE					
Afstand (D) tot woningen, in meter	Maximaal geluidsniveau gemeten op 7 meter in dBA				
	1 modelvliegtuig vliegend	2 modelvliegtuigen vliegend	3 modelvliegtuigen vliegend	4 modelvliegtuigen vliegend	5 modelvliegtuigen en vliegend
200 < D ≤ 300	*	*	*	*	*
300 < D ≤ 400	73	70	*	*	*
400 < D ≤ 500	76	73	71	70	*
500 < D ≤ 600	78	75	73	72	71
600 < D ≤ 800	80	77	75	74	73

OVERGANGSPERIODE					
Afstand (D) tot woningen, in meter	Maximaal geluidsniveau gemeten op 7 meter in dBA				
	1 modelvliegtuig vliegend	2 modelvliegtuigen vliegend	3 modelvliegtuigen vliegend	4 modelvliegtuigen vliegend	5 modelvliegtuigen en vliegend
800 < D ≤ 1000	83	80	78	77	76
1000 < D	85	82	80	79	78

* beoefening verboden

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor modelbouwactiviteiten met gebruik van thermische motoren.

Namen, 3 april 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1920

[C — 2003/27331]

3 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles et intégrales relatives aux cuves d'air comprimé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, §§ 2 et 3, 7 et 8;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.299/4 du Conseil d'Etat donné le 4 février 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions s'appliquent aux récipients fixes d'air comprimé visés par les rubriques 63.12.08.01.01 et 63.12.08.01.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° organisme agréé : un organisme agréé conformément à l'arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures d'évaluation de conformité;

2° expert compétent : une personne ou un service technique, attaché ou non à l'établissement, dont la compétence, en ce qui concerne la mission qui lui est confiée, est généralement reconnue;

3° établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Section 1^{re}. — *Implantation*

Art. 3. Dans les établissements recevant du public ou contigus à des zones fréquentées par le public, des mesures de sécurité sont prises pour prévenir une explosion éventuelle du réservoir et, le cas échéant, pour en réduire les conséquences.

Art. 4. Des mesures de sécurité sont prises lorsque le réservoir d'air comprimé est situé à proximité d'un dépôt de substances inflammables ou toxiques.

Art. 5. Des mesures sont prises pour éviter tout choc accidentel du récipient avec un véhicule ou un système de transport de charge.

Art. 6. Le récipient ne peut se trouver sous des lignes électriques aériennes sauf si des dispositions sont prises pour éviter tout contact accidentel de la ligne avec le récipient.